

Déclaration du gouvernement soviétique sur la conférence de Genève (23 juillet 1954)

Légende: Le 23 juillet 1954, Radio Moscou publie la déclaration soviétique sur la conférence de Genève. L'URSS se félicite des accords de Genève, qui mettent fin à la guerre d'Indochine, mais critique violemment l'attitude des États-Unis. Tandis que les Soviétiques déclarent poursuivre une politique de paix, ils accusent les Américains de mener des activités bellicistes.

Copyright: (c) Archives Nationales d'Outre-Mer, Aix-en-Provence

Avertissement: Ce document a fait l'objet d'une reconnaissance optique de caractères (OCR - Optical Character Recognition) permettant d'effectuer des recherches plein texte et des copier-coller. Cependant, le résultat de l'OCR peut varier en fonction de la qualité du document original.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/declaration_du_gouvernement_sovietique_sur_la_conferenc_e_de_geneve_23_juillet_1954-fr-58bb5f10-96ab-496d-a3da-67bed86e5f50.html



Date de dernière mise à jour: 01/03/2017

.../...

R A D I O M O S C O U

RADIO MOSCOU - 23 juillet 1954
Emission A - 1830 à 1900 h - vietnamien.

DECLARATION DU GOUVERNEMENT
SOVIETIQUE SUR LA CONFERENCE
DE GENEVE.

La Conférence de GENEVE, convoquée conformément à la décision de la Conférence de BERLIN pour examiner les problèmes coréen et indochinois, a pris fin le 21 juillet. Les accords pour la cessation des hostilités au VIETNAM, au CAMBODGE et au LAOS ont été signés après près de trois mois de négociations. Ils visent à régler les tâches importantes liées à la restauration et à la consolidation de la paix en INDOCHINE sur le principe du respect de l'indépendance, de la souveraineté, de l'unité nationale et de l'intégrité territoriale des trois États indochinois, comme l'a souligné la déclaration finale de la Conférence de GENEVE.

Le "cessez le feu" en INDOCHINE apporte aux peuples indochinois la possibilité d'assurer leur développement économique et culturel dans la paix retrouvée et jette les bases du développement de la collaboration amicale entre ces peuples et la FRANCE.

La décision de la Conférence de GENEVE concernant l'interdiction de la création sur le territoire du VIETNAM, du CAMBODGE et du LAOS de bases militaires étrangères, ainsi que les garanties données par ces pays de ne pas faire partie d'une alliance militaire quelle qu'elle soit et de ne pas déclencher à nouveau les hostilités ou de ne pas entreprendre une politique agressive revêtent une importante signification.

La décision sur les élections libres au VIETNAM crée des conditions permettant de réaliser l'unité nationale du VIETNAM de façon compatible aux intérêts nationaux et aux aspirations du peuple vietnamien. Cette décision, due aux efforts des pays démocratiques,

G.

.../...
N° 2396

DIEM

.../...

marque un échec des forces agressives qui veulent diviser le VIETNAM, afin de pouvoir faire du SUD-VIETNAM une des bases militaires du pacte d'agression du SUD-EST Asiatique qui est en projet de formation.

L'accord sur l'organisation des élections générales au CAMBODGE et au LAOS, en 1953 au scrutin secret et en conformité avec les libertés fondamentales, a aussi une importante signification.

Il est nécessaire de souligner que toutes ces décisions sont le résultat de la position constructive du gouvernement français, qui est au service des intérêts du peuple français et qui s'intéresse à ceux des peuples indochinois. Bien qu'il existe des réserves dans les accords signés à GENEVE, il est impossible de faire peu de cas du caractère important de ce dernier.

Les U.S.A. n'ont pas voulu, avec la FRANCE, la GRANDE-BRETAGNE, l'U.R.S.S., la République populaire chinoise et les autres pays participant à la Conférence de GENEVE, s'engager à garantir le rétablissement de la paix en INDOCHINE. Les accords conclus à GENEVE sont un important succès des forces de la paix et un grand échec des forces bellicistes. Ils témoignent aussi la reconnaissance internationale de la lutte pour la libération nationale des peuples indochinois et de l'héroïsme dont ils ont fait preuve dans cette lutte.

La Conférence de GENEVE, qui s'est clôturée avec des accords signés entre les pays intéressés, prouve que toutes les questions internationales actuelles peuvent être réglées par des pourparlers. Le gouvernement soviétique acclame les résultats obtenus par la Conférence de GENEVE dans le règlement d'une question importante : le rétablissement de la paix en INDOCHINE. L'accomplissement de cette tâche est conforme aux intérêts des peuples qui sont en train de lutter pour sauvegarder leur liberté et leur indépendance nationale et à ceux des peuples partisans de la paix.

A côté de cette tâche importante, il existe une tâche urgente, celle de régler pacifiquement et définitivement le problème coréen. Les gouvernements de l'U.R.S.S., de la République populaire chinoise et de la République démocratique populaire coréenne ont présenté des propositions raisonnables pour la cessation des hostilités en COREE. Pendant toute la durée de la Conférence de

G.

.../...
N° 2396

.../...

GENEVE, les délégations de ces gouvernements ont unis leurs efforts dans la recherche d'une solution pour le problème coréen. Mais, comme tout le monde le sait, la Conférence de GENEVE n'a pu obtenir des résultats satisfaisants dans cette question, car certaines délégations, notamment celle des U.S.A., y ont fait obstacle.

Selon le gouvernement soviétique, il est d'une nécessité extrême de régler rapidement le problème coréen, règlement compatible avec les intérêts du peuple coréen et de ceux qui luttent pour la sauvegarde de la paix en ASIE et dans le monde.

Les résultats de la Conférence de GENEVE prouvent, par ailleurs, que la conviction du gouvernement soviétique, selon laquelle tout différend international peut être réglé par des pourparlers, est juste.

La Conférence de GENEVE et les résultats qu'elle a obtenus sont une preuve du rôle important joué par la CHINE dans le règlement des problèmes internationaux épineux, laquelle, par ce rôle, a montré une fois de plus le grand prestige qu'elle détient sur le plan international. Les manoeuvres des milieux bellicistes, notamment des U.S.A., qui voulaient empêcher ce pays de participer à la résolution de ces problèmes ont donc échoué. Ces manoeuvres, soulignons-le, vont à l'encontre des intérêts de la sauvegarde de la paix.

Selon le gouvernement soviétique, les accords pour le "cessez le feu" en INDOCHINE contribueront pour une large part à la recherche d'une détente internationale et créeront par la suite des conditions favorables au règlement des problèmes internationaux qui ne sont pas encore réglés, lesquels regardent non seulement l'ASIE mais encore l'EUROPE, notamment les questions concernant la course aux armements, l'interdiction de l'arme atomique, la garantie de la sécurité en EUROPE et le problème allemand.

Le gouvernement soviétique déclare poursuivre sa politique de paix. Actuellement, comme dans les jours à venir, l'U.R.S.S. continuera avec endurance et fermeté à déployer tous ses efforts pour le règlement de ces problèmes, lequel marquera un important progrès dans la recherche d'une détente internationale, la consolidation de la paix et la collaboration internationale.

G.

.../...
N° 2396